

en vertu de l'article 5, paragraphe 3, du règlement Bruxelles I.

### **Cour de justice de l'Union européenne 12 septembre 2013**

*The Commissioners for Her Majesty Revenue & Customs / Sunico e.a.*

*Affaire: C-49/12*

DROIT JUDICIAIRE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2001 – Champ d'application – Action intentée par une autorité publique – Dommages-intérêts au titre de la participation à une fraude fiscale d'un tiers non assujetti à la TVA EUROPEES EN INTERNATIONAAL GERECHTELIJK RECHT

Verordening EG nr. 44/2001 van 22 december 2000 – Toepassingsgebied – Zaak aanhangig gemaakt door overheidsorgaan – Schadeloosstelling wegens deelneming aan belastingfraude door derde, die zelf niet BTW-plichtig is

Dans un arrêt du 12 septembre 2013, la Cour de justice a interprété la notion de « matière civile et commerciale » contenue à l'article 1<sup>er</sup> du règlement Bruxelles I, en précisant ainsi le champ d'application de ce règlement.

L'arrêt de la Cour a pour toile de fond deux actions intentées par les autorités fiscales britanniques, d'une part, au Royaume-Uni et, d'autre part, au Danemark, à l'encontre des personnes physiques et morales domiciliées au Danemark qui se seraient rendues coupables d'une fraude à la TVA au Royaume-Uni.

L'action introduite au Royaume-Uni avait pour objectif, en substance, de constater la responsabilité délictuelle des défendeurs à l'égard du Trésor britannique, alors que celle introduite au Danemark visait à obtenir une saisie conservatoire sur des actifs appartenant aux défendeurs se trouvant sur le territoire danois. La question préjudicielle posée dans le cadre du litige devant les juridictions danoises visait à établir si l'action introduite au Royaume-Uni relevait du champ d'application du règlement Bruxelles I et si, par conséquent, un jugement rendu par les juridictions britanniques serait susceptible d'être reconnu et exécuté au Danemark, en application du règlement Bruxelles I et de l'accord entre la CE et le Danemark relatif à l'application de ce règlement dans cet Etat membre.

La Cour a relevé, notamment, que les défendeurs n'étaient pas assujettis à la TVA au Royaume-Uni et que l'action intentée au Royaume-Uni à leur encontre n'avait pas pour base légale la législation britannique relative à la TVA. Elle a constaté que cette action avait pour fondement factuel le comportement frauduleux allégué des défendeurs, auxquels il était reproché d'avoir participé, sur le territoire du Royaume-Uni, à une chaîne d'opérations de vente de marchandises destinée à

organiser un mécanisme d'évasion fiscale de type « carrousel à la TVA ». Ce mécanisme aurait permis l'évasion de la TVA due en aval par l'assujetti établi au Royaume-Uni agissant en association avec les défendeurs et aurait ainsi permis à ces derniers d'être les bénéficiaires réels des sommes obtenues au moyen de cette évasion fiscale.

En ce qui concerne le fondement juridique de l'action en cause, la Cour a relevé que cette action reposait sur la participation alléguée des défendeurs à une association de malfaiteurs, ayant pour but la fraude, qui, selon la législation britannique, relève du droit relatif à la responsabilité civile délictuelle ou quasi délictuelle. En tenant compte de ces éléments, ainsi que du fait que dans le cadre de leur rapport juridique avec défendeurs les autorités britanniques n'exerçaient pas de pouvoirs exorbitants par rapport aux règles applicables dans les relations entre personnes de droit privé, la Cour a conclu que l'action introduite par ces autorités devant les juridictions de Royaume-Uni relevait de la notion de « matière civile et commerciale ».

### **Cour de justice de l'Union européenne 12 septembre 2013**

*Anton Schlecker / Melitta Josefa Boedeker*

*Affaire: C-64/12*

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Droit applicable – Règles uniformes – Contrat de travail – Convention de Rome relative aux obligations contractuelles – Loi applicable à défaut de choix – Loi du pays où le travailleur « accomplit habituellement son travail » – Contrat présentant des liens plus étroits avec un autre Etat membre

VERBINTENISSEN UIT OVEREENKOMST

Toepasselijk recht – Eenvormige regels – Arbeidsovereenkomst – Verdrag van Rome betreffende de contractuele verbintenissen – Toepasselijke wet bij gebrek aan keuze – Recht dat van toepassing is bij gebreke van rechtskeuze – Recht van land waar werknemer "gewoonlijk zijn arbeid verricht"

Dans un arrêt du 12 septembre 2013, la Cour a précisé la portée de l'article 6, paragraphe 2 de la convention de Rome, établissant les règles selon lesquelles est déterminée la loi applicable au contrat individuel de travail à défaut de choix de la loi applicable par les parties au contrat.

Pour rappel, il ressort de cette disposition, en substance, qu'à défaut de choix des parties, le contrat de travail est régi par la loi du pays où le travailleur, en exécution du contrat, accomplit habituellement son travail, à moins qu'il ne résulte de l'ensemble des circonstances de la cause que le contrat de travail présente des liens plus étroits avec un autre pays, auquel cas c'est la loi de cet autre pays qui est applicable.

La Cour s'est prononcée sur l'interprétation de cette disposition dans l'hypothèse où le travailleur exécutait le contrat de travail sans interruption pendant une période de onze ans aux Pays-Bas, alors que les autres circonstances de l'exécution de ce contrat rattachaient celui-ci à l'Allemagne.

La Cour a considéré, tout d'abord, que l'accomplissement habituel du travail dans un même Etat pendant une longue période ne constitue pas pour autant un facteur décisif, de sorte que le juge national doit encore examiner l'ensemble des circonstances dans lesquelles le contrat de travail est exécuté. A ce titre, il doit, en particulier, vérifier dans quel pays le salarié s'acquitte des impôts et des taxes afférents aux revenus de son activité et dans quel pays il est affilié à la sécurité sociale et aux divers régimes de retraite, d'assurance maladie et d'invalidité. La Cour a qualifié ces paramètres d'éléments significatifs de rattachement. En outre, selon la Cour, le juge national doit tenir compte de l'ensemble des circonstances de l'affaire, telles que, notamment, les paramètres liés à la fixation du salaire ou des autres conditions de travail. Enfin, la Cour a relevé que l'application de la loi du pays

avec lequel le contrat de travail présente les liens de rattachement les plus étroits ne doit pas nécessairement signifier, dans tous les cas de figure, l'application de la loi la plus favorable pour le travailleur.

La Cour en a déduit que, même si un travailleur accomplit le travail qui fait l'objet du contrat de travail de façon habituelle, pendant une longue période et sans interruption dans le même pays, le juge national peut écarter la loi du pays d'accomplissement habituel du travail lorsqu'il ressort de l'ensemble des circonstances de la cause qu'il existe un lien plus étroit entre ledit contrat et un autre pays.

### **Cour de justice de l'Union européenne 19 septembre 2013**

*Ch. Van Buggenhout et I. Van de Mierop agissant en qualité de curateurs à la faillite de Grontimmo SA / Banque Internationale à Luxembourg SA*

*Affaire: C-251/12*

Cet arrêt fait l'objet d'un sommaire dans la rubrique « Insolvabilité ».